

Groupe de Travail PCS-PICS
Commission des standards du CNIG
CR de réunion du 07 Janvier 2026

Participants :

Nom	Prénom	Organisme	Présent	Excusé
DELIAS	Killian	7 RiISC		x
TESSE	Françoise	AITF GT RISQUES	x	
BANASZAK	Olivier	AITF GT SIG TOPO et Eurométropole de Strasbourg	x	
GAUDIN	Marion	Aix Marseille Provence Métropole		
GUEROUT	Anthony	AMF		
GALLAIS	Arnaud	Cerema	x	
NIEL	Xavier	Cerema	x	
JANCHE	Lucie	communauté de communes Réolais Sud Gironde		x
LEROUX	Eva	CSgroup		x
POISSON	Eric	CSgroup		x
TOUHAFI	Ismahanne	CSgroup		x
MERESSE	Philippe	Entente Valabre	x	
PASTOR	Virginie	Entente Valabre	x	
MULLER	Carole	Entente Valabre	x	
TORNEL	Marc	Esterel Côte d'Azur Agglomération (Administration)	x	
CORDINA	Pierre	Esterel Côte d'Azur Agglomération (Flux)	x	
LETASSEY	Léa	GIP ATGéRi	x	
BERTHELOT	Nicolas	IGN : Fabrique de la donnée territoriale		
LAVOLE	Mathias	Irma	x	
CAILLIBOT	Olivier	Mairie de QUIMPERLE	x	
BARBAROTTA	Thomas	Métropole Aix-Marseille-Provence (service risque)	x	
HEYMES	Paul	NUMERISK	x	
THOMINE	Alexis	NUMERISK	x	
CHAVE	Sylvain	PREDICT		
CHAPITEAU	Karine	SDIS 03		x
BALDOVINI	Pierrick	SDIS2B		
FERRANDINI	Pierre	SDIS 2B		
DECLERQ	Dimitri	SDIS 62		x
GRANDE	Jean	SDIS 62		
PRIVAT	Nicolas	SDIS 62		
HICHAM	Mourabit	SDIS 84		
PORTIER	Thomas	SMMAR	x	
BRIZARD	Stéphane	SYSTEL-SA	x	

Prochaines réunions : **18 février, 01 avril, 13 mai, 24 juin 2026 à 9h30** (en visio)

Ordre du jour :

- Récupération et capitalisation des documents pour analyse et alimentation d'HADRIA
 - point sur les documents récupérés
 - précisions sur les modalités d'anonymisation
- Identification des cibles et usages du standard
- Identification des documents et données entrant dans le cadre du standard
- Complémentarité et différences avec le standard Risques
- Constitution des sous-groupes

La documentation du GT CNIG PCS-PICS est disponible sur [son espace de partage](#).

1. Récupération et capitalisation des documents pour analyse et alimentation d'HADRIA

Karine CHAPITEAU interroge les membres du GT sur l'absence de documents autres que ceux proposés par le SDIS62 qu'il utilise dans le cadre de l'accompagnement des EPCI. Elle en profite pour remercier le Commandant DECLERQ de sa contribution.

Elle précise que la demande qu'elle a fait aux EPCI de l'Allier est partie il y a peu. Elle a reçu des demandes de précisions quant à la stratégie d'anonymisation des documents et les usages qui en seront faits.

Anonymisation

Le Lieutenant-Colonel Philippe MERESSE rappelle qu'HADRIA est mise en place par l'Entente Valabre et l'ENSOSP.

Il détaille ensuite les différentes techniques d'anonymisation des dossiers.

Pour le caviardage des documents il y a deux possibilités :

- La première : physique qui passe par la reprise du document via Adobe Acrobat pro : pas préconisée car cela nécessite d'avoir une licence et d'être vigilant. Il faut utiliser l'outil « biffer » et anonymiser. Cela permet d'effacer réellement le contenu même dans le code du pdf. Il ne faut pas oublier d'enregistrer.

Cela demande un effort individuel très chronophage.

La version gratuite d'Acrobat Reader ne le fait pas.

L'autre possibilité consiste à ouvrir le fichier dans Word, dessiner un carré noir sur les éléments à masquer et aplatir le document (rastérisation pour ne plus pouvoir supprimer le carré noir).

- la deuxième possibilité consiste en le développement d'un service d'anonymisation automatisée.

Utilisation d'une bibliothèque python avec mise à disposition d'une appli-web sur laquelle seront déposés les PCS et les PICS. Après traitement, la personne ne récupère que la version anonymisée, le document initial étant systématiquement effacé.

Ce service pourrait être fourni par l'Entente Valabre.

Le Lieutenant-Colonel MERESSE indique que les équipes ont besoin de temps pour développer l'application : Il reste encore la validation du développement en cours et la mise en production sur le serveur.

L'application pourrait être opérationnelle fin février 2026.

Conditions de récupération et de sécurisation des documents

Xavier NIEL rappelle que selon les chiffres de la DGSCGC seuls une centaine de PICS sont réalisés sur les 1100 obligatoires : Il reste encore beaucoup de travail à conduire.

Il précise que, même au sein du club PICS, les documents finalisés ne sont toujours pas partagés.

Arnould GALLAIS indique que la diffusion des documents est à questionner au sens de l'obligation de communication et du statut publique du document.

Mathias LAVOLE précise que le Code de la Sécurité Intérieure indique que le document doit être mis à disposition et être consultable sur demande sauf s'il contrevient au RGPD et au secret en matière d'exigences de sécurité.

Alexis THOMINE explique que concernant la relation entre les BE et leurs clients (EPCI et communes) il est souvent rédigé une clause de copropriété du document, ce qui implique une demande d'autorisation pour la diffusion.

Concernant les fiches réflexes et le diagnostic on peut même parler de réticences à diffuser.

Le Commandant Pierre FERRANDINI partage l'information suivante : selon l'article [L.125-2 du Code de l'Environnement](#), les citoyens bénéficient d'un droit à l'information sur les risques et sur les plans de sauvegarde (incluant le PCS)

Mathias LAVOLE ajoute l'Art. [R. 731 8. Du code de la sécurité intérieure](#) :

V. - L'existence ou la révision des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde sont portés à la connaissance du public par le ou les maires intéressés, par le président de l'établissement, et, à Paris, par le préfet de police. Le plan communal de sauvegarde est rendu consultable par le maire. Le plan intercommunal est rendu consultable par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les documents soumis à consultation ne contiennent pas de données à caractère personnel ni d'informations de nature à nuire à la sécurité.

Attention, rendre consultable ne veut pas dire diffuser... c'est bien un droit à l'information. Les productions peuvent être consultables mais non diffusées, avec impossibilité de photographier...

L'idée est que le travail fourni ne puisse être réutilisé à des fins commerciales.

Arnauld GALLAIS explique que la problématique est similaire aux SUP : question du partage, cadre général.

Il suggère aussi de préparer un argumentaire pour expliquer le contexte de réutilisation des PCS et des PICS et ainsi d'en permettre la diffusion par les collectivités dans le cadre du GT dans un premier temps.

Il explique que le droit de l'environnement contraint aussi à la diffusion des PPRT.

Il demande aux membres du GT la nature des données à caviarder.

Les membres répondent que les éléments principaux sont : les noms, coordonnées, numéros de téléphone, les organigrammes, les coordonnées de référents d'associations.

Il propose aussi la rédaction d'un acte d'engagement du groupe de travail qui comporterait les conditions de diffusion et de stockage spécifiquement pour le GT CNIG PCS-PICS pour ses besoins d'analyse des documents.

Jean-Luc INGRASSIA précise qu'il serait utile de disposer dans le standard d'indications sur le fait que les données à caractère personnel devraient être organisées dans des annuaires et en annexe de préférence pour ne pas avoir à les diluer dans le document et ainsi faciliter l'anonymisation.

Si le stockage des fichiers sur le Google drive pose aussi la question de la souveraineté, il existe le cloud « [Fichiers](#) » espace proposé par la DINUM dans le cadre de « [LaSuite](#) », l'espace de travail ouvert et souverain des agents de l'État.

Eric POISSON propose la possibilité de la rédaction et la signature d'un NDA (non-disclosure agreement) entre les membres du GT, impliquant les personnes et les organisations, pour s'assurer de la confidentialité des données échangées.

Perrine THOMAS indique que les enjeux dépendent des PCS et des PICS. Il y a aussi une notion de responsabilité juridique sur les PCS-PICS à prendre en compte.

Critères d'analyse des documents

Mathias LAVOLE indique que l'Institut des risques majeurs (IRMa) dispose d'une grille d'analyse des PCS. Elle existe depuis 2008 et évolue avec la réglementation. Elle est partageable avec indication que l'IRMa comme source.

Xavier NIEL indique que le Guide PICS de 2004 réalisé par la DGSCGC appelle un outil d'évaluation qui s'est appuyé sur les travaux du Commandant Olivier AMET du SDIS29 pour le volet PCS et du Cerema pour le volet PICS. Celui-ci sera diffusé dans les prochaines semaines. Il contiendra également un module d'évaluation sur le volet "eau". Par ailleurs, une grille d'analyse est également disponible dans le guide PCS spécifique au volet inondation de 2019.

Il transmettra ses coordonnées aux membres du GT.

Le Haut Comité Français pour la résidence nationale a réalisé une grille dans le cadre de la démarche de certification.

L'idée est d'utiliser l'[espace de dépôt sur le drive](#).

Quelques personnes du GT doivent échanger pour comparer les différentes grilles pour l'analyse des PCS mais aussi des PICS et soumettre cette comparaison pour avis au prochain GT.

Alexis THOMINE indique que la société NUMERISK dispose aussi d'une grille d'analyse des PCS et DICRIM.

Actions à poursuivre / à prévoir :

- Test de l'outil d'anonymisation proposé par l'Entente Valabre
- Continuer la recherche de documents
- Réflexion sur l'emplacement de stockage des documents et la rédaction d'un document

2. Identification des cibles et usages du standard

Cibles :

Karine CHAPITEAU présente une liste des structures cibles au GT :

- Porteurs de PCS et de PICS obligatoires ou non communes, EPCI.
- Prestataires des porteurs :
 - * Bureaux d'études,
 - * Éditeurs de logiciels de gestion de PCS et de PICS
 - * Structures institutionnelles ou associatives : IRMa, CYPRES, GIP Atgéri, CDG40, SDIS62, SDIS03, etc.
- Utilisateurs des données produites :
 - * Institutions : Préfectures, SDIS, DGSCGC et ministères.
 - * Association des Maires de France, AITF
 - * Éditeurs de logiciels de gestion de crise

Xavier NIEL indique que l'Association des Maires de France est à ajouter dans les cibles et plus précisément Madame Stéphanie BIDAULT en charge des risques majeurs.

Usages :

Karine CHAPITEAU propose une liste d'usages au GT :

- Echanges de données/ interopérabilité
- Editions cartographiques uniformisées
- Intégration dans le guide national et prise en compte par tous les acteurs de la formation dans ce domaine.
- Utilisation dans la modélisation des bases des outils informatiques

Karine CHAPITEAU précise que cette question ne doit pas forcément être tranchée aujourd'hui et que les membres du GT peuvent y réfléchir et amender ces listes ultérieurement.

3. Données entrant dans le standard

Concernant la structure du projet de standard :

Karine CHAPITEAU a élaboré un tableau des éléments constitutifs des PCS et des PICS pour qu'il puisse servir de base de réflexion au contenu du standard.

Alexis THOMINE estime que les deux documents doivent être distingués une partie PCS et une partie PICS au niveau de la modélisation.

Karine CHAPITEAU est d'accord sur le fait que certains éléments vont diverger, mais estime qu'il y a aussi beaucoup de points communs entre ces deux documents et qu'ils sont étroitement liés.

Elle pense aussi que certains éléments des PCS et des PICS font référence au standard CNIG Risques.

Xavier NIEL explique que les différentes réflexions menées dans le cadre du Club PICS ont fait évoluer le recensement des moyens en introduisant la notion d'effets à obtenir : familles de moyens et pas seulement une liste descriptive.

Il indique qu'il peut être utile de regarder ce qui a été fait en termes de modalités de recensement de moyens lors de l'élaboration des « contrats territoriaux de réponse aux risques et aux effets potentiels

des menaces (CoTRRiM) ». *C'est une démarche multisectorielle de préparation à la gestion des crises. Ce contrat vise à établir un panorama des risques et des moyens de sécurité, dans tous ses aspects, au niveau zonal, départemental et maritime.*

Le CoTRRiM poursuit deux objectifs : d'une part, assurer la protection et la sécurité des personnes, des biens, de l'environnement et du patrimoine informationnel par une analyse partagée des risques et menaces et de leurs effets potentiels et, d'autre part, identifier les réponses capacitaires et leurs limites et définir les objectifs de sécurité multisectoriels pour répondre aux besoins de la population. (source La gazette des communes).

Il décrit l'outil Parades-Web, base de données alimentée, mise à jour et utilisée par les agents du ministère de l'environnement, dans lequel les moyens disponibles dans des entreprises privées volontaires sont recensés de manière détaillée et classées par famille et sous famille. Ces dernières ont inspiré les réflexions dans le cadre du club PICS et pourraient venir alimenter les réflexions du GT.

Arnauld GALLAIS pose la question du contenu et de la forme du standard : liste des documents ou modélisation d'une base de données ?

Pour Karine CHAPITEAU cela pourrait être les deux.

Pas d'inquiétude côté JAGUARDS et SDIS03 : sur la modélisation de l'absence de données, chaque élément listé dans le tableau ne constituera pas une table.

Jean-Luc INGRASSIA insiste que le fait qu'il sera important d'accorder du temps dans le standard à la représentation cartographique.

L'organisation du PCC sera à intégrer en document annexe au PCS car obligatoire, mais il ne fera pas l'objet d'une description dans le standard.

Mathias LAVOLE indique qu'il faudra tenir compte des éléments réglementaires et des données qui donneront aux PCS et aux PICS un caractère opérationnel c'est-à-dire une efficacité dans sa mise en œuvre, ce qui est primordial.

Pour les informations sur la localisation des lieux de culte : référents, ce sont des informations qui relèvent du contenu de l'annuaire.

Rédaction des premiers éléments du standard et identification du standard.

Étant donné la difficulté pour l'instant d'avoir une vision globale de ce que contiendra le standard malgré un consensus sur les principaux éléments à recenser dans les moyens, il est décidé de travailler sur la modélisation d'une donnée exemple.

- moyens humains
- moyens logistiques
- moyens d'hébergement

Le recensement des moyens humains apparaît comme étant le plus complexe.

Ce sont les moyens logistiques dont la modélisation, le contenu, la structure géographique et le document associé seront rédigés.

Jean-Luc INGRASSIA sera le chef de file de cette réflexion. Il pourra proposer un point intermédiaire aux personnes qui travailleront avec lui.

Philippe MERESSE se charge de la récupération des PCS et des PICS sur internet et de la mise en œuvre de l'outil de caviardage.

Un autre sous-groupe est constitué par Alexis THOMINE et Mathias LAVOLE pour l'analyse et la comparaison des 3 grilles d'évaluation.

Philippe MERESSE propose que le Lieutenant-Colonel Pascal PITON et le commandant Olivier AMET soient contactés dans ce cadre.

Karine CHAPITEAU prévoira un temps de restitution sur l'utilisation des grilles et leur comparaison.

Actions à poursuivre / à prévoir :

- Rédiger les éléments du standard pour les moyens logistiques. (J-L Ingrassia)
- K. Chapiteau travaillera sur le document permettant d'avoir une vision globale du standard en s'appuyant sur le standard Risques.

- Prise de contact avec Gilles Cebellieu du GT Risques : appropriation du standard PPR et complémentarité avec le futur standard PCS-PICS. Connaissance du contenu de la réflexion sur la standardisation des enjeux et des Études de Danger (EDD) pour les Installations Classées pour la protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation.

4. Fonctionnement du GT

Décision / Actions

Deux sous-groupes sont constitués pour la comparaison des grilles d'analyse et la rédaction des premiers éléments du standard sur les moyens logistiques.

Ordre du jour prévisionnel du prochain GT :

- Point d'étape sur la collecte des documents PCS-PICS pour le corpus documentaire.*
- Retour sur la comparaison des grilles d'analyse*
- Présentation des éléments constitutifs du standard sur les moyens logistiques.*
- Retour sur la vision globale du standard.*